



**SOMMAIRE**

Page

Point 21 de l'ordre du jour:

Question de Corée (*suite*):

- a) Rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée;
- b) Problème des anciens prisonniers de la guerre de Corée: rapport du Gouvernement de l'Inde..... 13

**Président: M. Víctor A. BELAUNDE (Pérou).**

**POINT 21 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Question de Corée (A/3172, A/3203, A/C.1/L.158) [*suite*]:**

- a) Rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée;**
- b) Problème des anciens prisonniers de la guerre de Corée: rapport du Gouvernement de l'Inde**

1. M. GREENBAUM (Etats-Unis d'Amérique) déclare que l'accroissement des tensions mondiales, dû aux événements qui se sont produits au Moyen-Orient et en Europe orientale, ne doit pas faire oublier l'importance des responsabilités qui incombent à l'Organisation des Nations Unies en Corée. Au contraire, la tension accrue fait qu'il est encore plus urgent de trouver une solution à tous les problèmes de la Corée.

2. Depuis longtemps, le problème coréen présente pour les Nations Unies un intérêt vital. Les mesures collectives que l'Organisation a prises pour repousser l'agression communiste en Corée sont sans précédent dans son histoire. A cet égard, on ne saurait oublier les souffrances du peuple coréen et les lourdes pertes subies par les forces des Nations Unies.

3. Jusqu'à présent, la résistance des communistes a fait échouer les efforts qu'ont déployés les Nations Unies pour trouver un règlement de la question de Corée. Le principal problème en Corée est l'unification politique du pays. Si cette unification était obtenue, les tensions d'ordre militaire et politique disparaîtraient. Tant qu'elle n'aura pas été réalisée, la situation qui s'est créée en Corée demeurera un danger virtuel pour la paix du monde.

4. M. Greenbaum estime que dans le présent débat sur la question de Corée, il faut se reporter avant tout à la Conférence politique sur la Corée, tenue à Genève en 1954. A cette conférence, les 15 Etats Membres qui ont pris part à l'action militaire menée au nom des Nations Unies ont énoncé les deux principes fondamentaux qui devaient selon eux servir de base au règlement de la question de Corée:

"1) L'Organisation des Nations Unies, conformément à la Charte, est pleinement en droit de recourir à l'action collective pour repousser l'agression, réta-

blir la paix et la sécurité, et de prêter ses bons offices en vue d'un règlement pacifique en Corée;

"2) Afin d'instaurer une Corée unifiée, indépendante et démocratique, des élections véritablement libres devraient être contrôlées par l'Organisation des Nations Unies, pour élire des députés à l'Assemblée nationale, où la représentation sera directement proportionnelle à la population originaire de la Corée tout entière." (A/2786, par. 1.)

5. Cependant, les communistes ont rejeté ces deux principes. Ils ont proposé, à leur place, diverses formules d'unification qui auraient permis au régime de la Corée du Nord d'opposer son veto à la formation de tout gouvernement unifié échappant à la domination communiste. Les communistes se sont opposés, en particulier, à tout plan tendant à faire surveiller les élections par l'Organisation des Nations Unies et ils ont exigé le retrait des forces étrangères comme première mesure dans la voie de l'unification. A deux reprises, l'Assemblée générale a approuvé les deux principes en question comme offrant une base équitable pour un règlement de la question de Corée. Mais, comme l'indique le rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée (A/3172), les communistes n'ont pas modifié leur attitude jusqu'ici.

6. Bien que l'unification pacifique du pays n'ait pu être réalisée, la République de Corée a continué à développer le caractère représentatif de son gouvernement. La volonté du peuple s'est librement exprimée. On voit clairement apparaître un système solide reposant sur deux partis. Ces faits sont confirmés par le rapport de la Commission, et il est encourageant de noter, dans ce rapport, les signes de l'enracinement graduel de la démocratie dans la République de Corée. Cette évolution s'est poursuivie au cours de 1956; les élections à la présidence et à la vice-présidence, qui se sont tenues le 15 mai 1956, en sont un éloquent témoignage. M. Syngman Rhee a été réélu président à une forte majorité, mais l'opposition, le parti démocrate, a réussi à faire élire son candidat, M. Chang Myun, à la vice-présidence. Par la suite, le parti libéral, qui est le parti gouvernemental, l'a emporté dans la grande majorité des élections provinciales et locales. Le rapport de la Commission pour l'unification et le relèvement de la Corée indique de façon détaillée comment ont voté les 7 millions d'électeurs de la République de Corée.

7. Alors que, dans la République de Corée, toutes les élections ont eu lieu depuis 1947 sous la surveillance des Nations Unies, l'Organisation n'a jamais pu observer d'élections en Corée du Nord. Les autorités nord-coréennes ont annoncé que des élections locales et provinciales avaient eu lieu les 20 et 27 novembre 1956. Cependant, l'Assemblée générale n'a aucun moyen de s'assurer que ces élections ont réellement eu lieu ni de savoir dans quelles conditions ou avec quels résultats. Il faut se souvenir qu'en Corée du Nord il n'y a pas eu d'élections en vue de la constitution d'une assemblée

depuis 1948; à cette époque, les autorités nord-coréennes ont refusé de participer à des élections organisées pour l'ensemble de la Corée sous la surveillance des Nations Unies. En revanche, le Gouvernement nord-coréen a choisi de faire ses propres élections, et à ce titre il a émis la prétention de représenter l'ensemble du peuple coréen. Si les communistes veulent prouver leur bonne foi, ils en auront l'occasion en 1957: il leur suffira d'accepter que l'Organisation des Nations Unies observe les élections annoncées pour la Corée du Nord.

8. Parlant de la Convention d'armistice conclue en 1953 (S/3079, appendice A), le représentant des Etats-Unis déclare que les communistes ont enfreint, sur beaucoup de points, les dispositions de cette convention relatives aux renforts. La plus flagrante et la plus grave de ces violations a été l'envoi d'avions de combat. Chacun sait qu'au moment de la signature de la Convention d'armistice, les communistes n'avaient aucun avion de combat en Corée du Nord. Or, ils disposent maintenant, en Corée du Nord, d'une puissante aviation comptant environ 750 appareils, dont la moitié sont des avions à réaction. Aucune explication n'a été donnée quant à l'entrée de ces avions en Corée du Nord; les communistes n'ont fourni à la Commission neutre de contrôle aucun rapport sur leurs forces aériennes jusqu'en janvier 1956; même alors, ils se sont bornés à signaler la destruction d'appareils dont ils avaient antérieurement nié la présence en Corée du Nord. A ce jour, ils n'ont encore annoncé ni une arrivée ni un départ d'avions de combat. A plusieurs reprises, le Commandement des forces des Nations Unies a invité les communistes à réparer ces manquements évidents aux dispositions de la Convention d'armistice relatives aux renforts.

9. Puis, en mai 1956, le Commandement des forces des Nations Unies s'est vu obligé de prendre des mesures au sujet du problème de la Commission neutre de contrôle, problème qui était étroitement lié à la question de la violation, par les communistes, des dispositions de la Convention d'armistice relatives aux renforts. Le 15 août 1956, les Etats-Unis, en tant que puissance chargée du Commandement unifié, ont présenté à l'Organisation des Nations Unies un rapport sur ces mesures (A/3167).

10. M. Greenbaum appelle alors l'attention de la Commission sur le fait que les communistes n'ont pas rendu compte de tous les prisonniers de guerre relevant du Commandement des Nations Unies et qu'ils continuent de détenir des civils coréens et étrangers. Bien que les communistes chinois aient récemment annoncé leur accession à la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre et à la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, ils continuent en Corée d'enfreindre les dispositions desdites conventions, ainsi que celles de la Convention d'armistice. Le Gouvernement des Etats-Unis a insisté pour connaître le sort d'environ 450 militaires. D'autres Etats Membres qui ont fourni des troupes au Commandement des Nations Unies sont également sans nouvelles de certains de leurs ressortissants. La plupart des personnes dont il n'a pas été rendu compte faisaient partie de l'armée de la République de Corée; on est fondé à croire que beaucoup d'entre elles sont encore détenues par les autorités de la Corée du Nord. Celles-ci détiennent également un grand nombre de civils de la Corée du Sud qui ont été emmenés en Corée du Nord au cours des hostilités. Les souffrances des victimes elles-mêmes et

l'anxiété de leurs parents et amis ne laissent pas d'inquiéter le Gouvernement des Etats-Unis.

11. Le représentant des Etats-Unis rappelle qu'à sa dixième session, l'Assemblée générale, par sa résolution 910 B (X), a prié le Gouvernement de l'Inde de lui présenter, à sa onzième session, un rapport sur les progrès de la réinstallation définitive dans des pays neutres des anciens prisonniers de la guerre de Corée. D'après le rapport du Gouvernement de l'Inde (A/3203), le cas des 88 anciens prisonniers qui avaient refusé d'être rapatriés et choisi de s'établir dans des pays neutres est, à l'heure actuelle, presque entièrement réglé grâce aux dispositions qui ont été prises pour assurer leur établissement dans les pays pour lesquels ils ont opté. Au nom de son gouvernement, M. Greenbaum remercie les Gouvernements du Brésil, du Mexique et de l'Argentine, qui ont généreusement offert d'accueillir ces anciens prisonniers à titre permanent; il remercie également l'Inde et le Secrétaire général d'avoir pris les mesures nécessaires à cet effet.

12. M. Greenbaum fait observer que de nombreux Coréens ont exprimé le désir de voir la République de Corée admise au sein des Nations Unies. Une pétition à cet effet, signée par des millions de personnes, a été présentée au Secrétaire général par un représentant de la République de Corée. L'Organisation des Nations Unies a approuvé l'acte par lequel la République de Corée s'est constituée en Etat indépendant, et l'Assemblée générale, dans ses résolutions 296 G (IV) et 495 (V), a recommandé l'admission de cet Etat dans l'Organisation. D'un point de vue moral et juridique, la République de Corée réunit les conditions requises pour devenir Membre des Nations Unies, et le Gouvernement des Etats-Unis recommande vivement de l'admettre au plus tôt.

13. Parlant du projet de résolution présenté par la délégation des Etats-Unis (A/C.1/L.158), M. Greenbaum déclare qu'en adoptant ce texte, la Commission permettrait à l'Organisation des Nations Unies de réaffirmer, sans équivoque, les buts qu'elle vise en Corée, à savoir l'établissement d'une Corée unifiée, indépendante et démocratique. En outre, l'adoption de ce projet de résolution indiquerait clairement que ces buts doivent être atteints d'une manière qui soit compatible avec les principes de la Conférence de Genève.

14. Le PRESIDENT annonce qu'il n'y a pas d'autre orateur inscrit. Il invite de nouveau les représentants qui désireraient prendre la parole à se faire inscrire sur la liste des orateurs, laquelle devra être close au cours de la séance suivante. Il fait appel à toutes les délégations pour qu'elles accélèrent les travaux de la Commission.

15. Sir Leslie MUNRO (Nouvelle-Zélande) fait observer que les représentants de petits pays verraient leur tâche facilitée s'ils savaient que les représentants de certaines grandes puissances ont l'intention de prendre la parole à la séance suivante; en effet, certains représentants peuvent difficilement s'inscrire sur la liste des orateurs avant de connaître l'attitude des grandes puissances.

16. M. Krishna MENON (Inde) rappelle que sa délégation a essayé de convaincre la Commission de ne pas inscrire la question de Corée en tête de son ordre du jour, car elle savait qu'une telle décision serait préjudiciable aux travaux de la Commission. La délégation de l'Inde estimait en outre que, pour atteindre les buts qui sont ceux des Nations Unies en Corée, il fallait s'efforcer d'obtenir l'unanimité. Elle regrette qu'il

n'y ait pas eu de consultations préalablement au dépôt du projet de résolution des Etats-Unis (A/C.1/L.158). Ce texte contient des éléments nouveaux qui touchent au fond même de la question de Corée ainsi qu'aux dispositions de la Charte des Nations Unies. La délégation de l'Inde ne ménagera aucun effort pour voir si l'auteur du projet de résolution consentirait à le modifier afin qu'il réponde mieux aux intentions de la Commission. M. Krishna Menon ajoute que le paragraphe 3 du projet de résolution est assez difficile à comprendre; ce paragraphe vise à donner à la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée des pouvoirs qu'elle n'avait pas auparavant. De plus, le projet de résolution prévoit des décisions de grande portée. C'est pourquoi la délégation de l'Inde souhaiterait d'abord consulter l'auteur du projet de résolution afin de mieux pénétrer le sens de ce

texte et, si cela n'est pas possible, elle voudrait envisager les mesures qu'elle devrait prendre pour faire connaître sa position à l'Assemblée.

17. M. CROSTHWAITE (Royaume-Uni) dit que sa délégation compte faire une déclaration au cours de la séance de l'après-midi.

18. M. KATZ-SUCHY (Pologne) annonce que son pays, qui est membre de la Commission neutre de contrôle, se propose de faire une déclaration sur la question de Corée. Toutefois, il aimerait entendre au préalable d'autres délégations, afin d'arrêter sa position touchant certaines des allégations formulées par le représentant des Etats-Unis au sujet de la Commission neutre de contrôle.

La séance est levée à 11 h. 25.